

Nom :

Prénom :

Classe :

Date :

Situation

Albert Lequin est décédé ce jour à l'âge de 96 ans à l'hôpital de Nancy. Après avoir pris soin d'annoncer la triste nouvelle aux amis et à leur famille, son fils Antoine a immédiatement prévenu la mairie de son village, et a rempli l'ensemble des démarches administratives auprès de la banque de son père et de la caisse de retraite qui lui versait sa pension.

Après les funérailles, une réunion de l'ensemble de la famille chez le notaire, Maître Vintedeu, a permis de découvrir le testament d'Albert. Celui-ci avait rédigé un long courrier où il expliquait que son fils Antoine, âgé de 68 ans, sa petite-fille Caroline âgée de 42 ans étant déjà installés dans la vie et n'ayant plus besoin de son soutien financier, c'était donc à Timothy (17 ans) et Scott (14 ans), les enfants de Caroline, qu'il léguait la quotité disponible¹ de ses biens. Ainsi, Timothy héritera des actions que détenait encore son arrière-grand-père de la société de cosmétique qu'il avait fondée, il y a plus de 50 ans, et dont il était encore actionnaire majoritaire. Quant à Scott, il reçoit lui, pour une valeur identique, un appartement de Nancy où Albert avait vécu autrefois avant de trouver asile ses dernières années chez sa petite fille Caroline.

Derrière cette volonté d'aider financièrement les plus jeunes, l'ensemble de la famille comprend aussi qu'à travers sa décision Albert espère sans aucun doute faire venir à Nancy ses arrière-petits-enfants qui n'ont jamais réellement vécu en France. En effet, Caroline, née elle-même à Nancy, a quitté cette ville au cours de ses études universitaires, pour un stage en Angleterre... dont elle n'est jamais revenue. Mariée à Andrew, elle est une Française expatriée à Londres où sont nés Timothy et Scott.

Timothy, qui n'a jamais été très attiré par les études, souhaiterait vivement reprendre les rênes de la société de son arrière-grand-père. Atteint de la maladie d'Alzheimer, celui-ci avait dû en laisser la direction à un gérant que Timothy souhaiterait aujourd'hui remplacer. Ses parents sont opposés à cette décision, mais celui-ci fait valoir que les actions lui appartiennent et que c'est donc lui seul qui décidera.

Ils vous consultent alors avant de prendre une décision.

1. En matière de succession, la loi attribue aux héritiers (ici ses enfants) les 2/3 des biens. Le reste est la quotité disponible, transmis librement.

Doc. 1

Extraits du Code civil

Article 389 – Si l'autorité parentale est exercée en commun par les deux parents, ceux-ci sont administrateurs légaux. Dans les autres cas, l'administration légale appartient à celui des parents qui exerce l'autorité parentale.

Article 389-3 – L'administrateur légal représentera le mineur dans tous les actes civils, sauf les cas dans lesquels la loi ou l'usage autorise les mineurs à agir eux-mêmes.

Article 413-6 – Le mineur émancipé est capable, comme un majeur, de tous les actes de la vie civile.

Il doit néanmoins, pour se marier ou se donner en adoption, observer les mêmes règles que s'il n'était point émancipé.

Article 413-7 – Le mineur émancipé cesse d'être sous l'autorité de ses père et mère.

Ceux-ci ne sont pas responsables de plein droit, en leur seule qualité de père ou de mère, du dommage qu'il pourra causer à autrui postérieurement à son émancipation.

Article 413-8 – Le mineur émancipé peut être commerçant sur autorisation du juge des tutelles au moment de la décision d'émancipation et du président du tribunal de grande instance s'il formule cette demande après avoir été émancipé.

Doc. 2

Dans quels cas un mineur peut-il s'émanciper ?

Un mineur peut être émancipé :

- soit de plein droit par son mariage,
- soit à 16 ans passés par décision du juge des tutelles rendue à la demande soit du père et de la mère, soit de l'un d'eux, après avoir entendu l'autre parent, sauf impossibilité de celui-ci de se manifester,
- soit par décision du juge des tutelles à la demande de l'un des membres du conseil de famille (réunion de parents ou d'amis proches qui s'occupent des intérêts du mineur, présidée par le juge des tutelles). La convocation du conseil de famille peut être demandée par le tuteur, par un membre du conseil ou par le mineur.

Comment la demander ?

Adressez-vous au tribunal de grande instance du domicile du mineur.

vosdroits.service-public.fr

> Analyser (13 points)

- ❶ Qualifiez juridiquement avec précision l'ensemble des personnes évoquées dans la situation précédente. (3 points)

- ❷ Expliquez juridiquement pourquoi Albert Lequin ne dirigeait plus la société qu'il avait fondée. (3 points)

- ❸ Déterminez le domicile d'Albert Lequin avant sa mort. Justifiez votre réponse. (2 points)

- ❹ Qualifiez juridiquement les faits évoqués précédemment. (3 points)

- 5** En quoi la situation créée par l'héritage d'Albert Lequin pose-t-elle un problème juridique ?
(2 points)

➤ **Argumenter** (7 points)

- 6** Proposez une solution juridique qui répondrait aux vœux de Timothy. (4 points)

- 7** Scott (pour qui la ville de Nancy n'a que peu d'intérêt) peut-il vendre l'appartement dont il a hérité de son arrière-grand-père ? (3 points)

Règle	<hr/> <hr/>
Faits	<hr/> <hr/>
Conclusion	<hr/> <hr/> <hr/>